

La démocratie est-elle devenue une valeur de vieille bourgeoisie ?

Luc Rouban

▶ **To cite this version:**

Luc Rouban. La démocratie est-elle devenue une valeur de vieille bourgeoisie ?. [Rapport de recherche] CEVIPOF. 2021, pp.1-10. hal-03475925

HAL Id: hal-03475925

https://sciencespo.hal.science/hal-03475925

Submitted on 11 Dec 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial 4.0 International License

SciencesPo
CEVIPOF

Note de recherche

Le Baromètre de la confiance politique / Vague 12bis

Juin 2021

LA DÉMOCRATIE EST-ELLE DEVENUE UNE VALEUR DE VIEILLE BOURGEOISIE ?

Luc Rouban
Directeur de recherche CNRS
luc.rouban@sciencespo.fr

L'analyse des résultats de la vague 12 bis du Baromètre de la confiance politique montre qu'une partie importante des enquêtés (37%) considère que la démocratie pourrait très bien être revue à la baisse afin de favoriser l'enrichissement personnel alors qu'une large majorité d'entre eux (58%) estime qu'il serait judicieux d'avoir moins de démocratie si c'est pour garantir une plus grande justice sociale. L'équation politique de l'État-providence, qui associe la démocratie représentative à la politique de redistribution la plus généreuse des pays de l'OCDE, ne semble plus faire consensus. Elle se heurte, d'un côté, à la recherche d'une amélioration de la mobilité sociale et du niveau de ressources et, de l'autre, à la recherche d'une équité plus grande dans l'organisation de cette mobilité si ce n'est aux deux exigences simultanées. Mais cette nouvelle équation conduit également à remettre en cause le lien démocratique en envisageant son affaiblissement dans la perspective d'un changement plus effectif des conditions sociales ou du niveau de vie. C'est donc bien la vision d'une politique démocratique inefficace qui constitue le legs de la crise sanitaire. Dans ces conditions, l'analyse du vote populiste et notamment du vote RN doit dépasser les traditionnelles considérations touchant aux réflexes xénophobes ou racistes de l'extrême-droite pour intégrer d'autres dimensions touchant à l'impuissance publique et à l'espoir, sans doute mythique, d'une efficacité immédiate de l'action politique sur le réel. L'expression de cette impatience peut néanmoins se lire à droite comme à gauche.

La vague 12 bis du Baromètre de la confiance politique a été menée du 3 au 11 mai 2021 auprès d'un échantillon de 1 832 personnes déjà interrogées lors de la vague 12 menée en janvier 2021. Elle a été réalisée grâce au soutien de l'ANR dans le cadre du projet ComingGen n°ANR 18-CE38-0007-01.

La remise en cause du régime démocratique

L'attachement au régime démocratique semble toujours très fort en France puisqu'en moyenne 72% des enquêtés du Baromètre estiment en mai 2021 que « le régime démocratique est irremplaçable, c'est le meilleur système possible ». On peut avoir déjà quelque doute sur cette conviction en observant que seuls 25% des enquêtés sont « tout à fait d'accord » avec cette proposition. La question se pose néanmoins de savoir jusqu'où va cet attachement à la démocratie en le mettant dans le contexte d'attentes sociales ou politiques.
Pour y répondre, l'enquête formule deux propositions. La première consiste à demander aux enquêtés s'ils acceptent l'idée selon laquelle « il vaut mieux un système politique moins démocratique mais offrant de nombreuses opportunités de s'enrichir et de réussir rapidement » et l'idée selon laquelle « il vaut mieux un système politique moins démocratique mais qui assure plus d'égalité et de justice sociale ». La première proposition réunit 37% de réponses positives et la seconde 58%. Dans les deux cas, seuls 5% des enquêtés ne savent pas quoi répondre. Il apparaît cependant que les deux univers de réponses sont loin d'être étanches puisque 80% des enquêtés qui répondent positivement à la première question répondent également positivement à la seconde alors que 51% de ceux qui répondent positivement à la seconde répondent aussi de manière positive à la première.
Le croisement de ces deux questions met au jour cinq groupes d'enquêtés : les « critiques » qui sont prêts à voir la démocratie affaiblie au profit et d'une plus grande possibilité d'enrichissement et d'une plus grande égalité sociale (29% de l'échantillon), les « égalitaires » qui acceptent cet affaiblissement seulement au nom de l'égalité et de la justice sociale (27%), les « individualistes » qui le légitiment uniquement au nom de meilleures perspectives de réussite (7%), les « démocrates » qui refusent les deux propositions (29%) et, enfin, ceux qui ne savent pas quoi répondre au moins à l'une des deux questions, en sachant que la quasi-totalité d'entre eux ne répondent ni à l'une ni à l'autre, et qui constituent 7% de l'échantillon. Au total, cela signifie que 63% des enquêtés qui répondent aux deux questions sont prêts à perdre des libertés démocratiques au profit d'une amélioration de leur condition socio-économique, qu'elle passe par davantage d'égalité ou davantage d'opportunités personnelles.

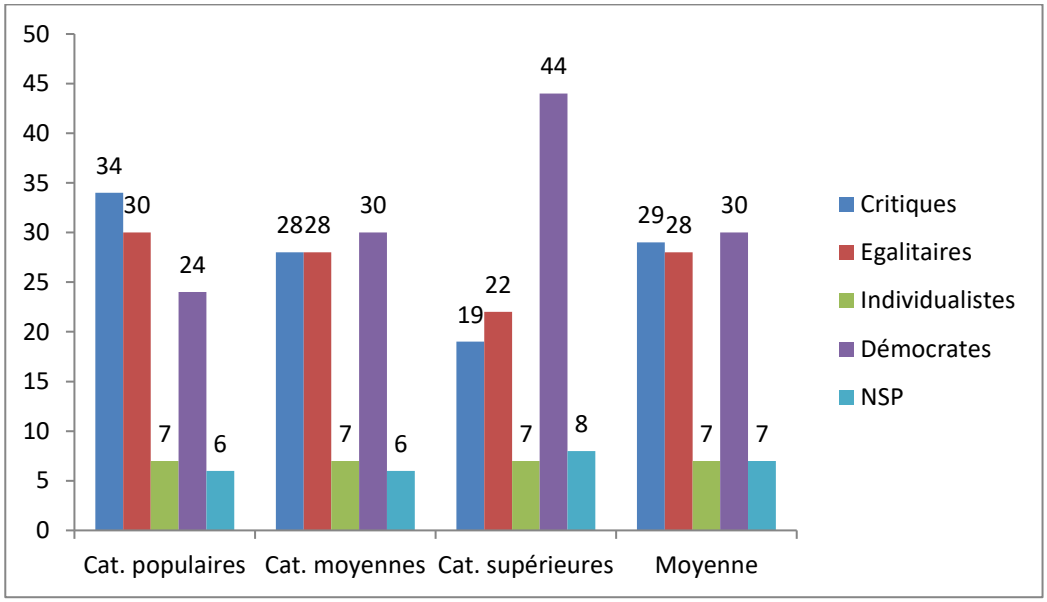
Les limites de l'explication populiste

Une première lecture en termes de grandes catégories socioprofessionnelles montre des différences assez marquées mais seulement pour certains groupes de réponses. Contrairement à ce que l'on pourrait penser *a priori*, les catégories populaires[1] ne recèlent pas une majorité d'égalitaires et les catégories supérieures une majorité d'individualistes. Environ 34% des catégories populaires contre 28% des catégories moyennes et 19% des catégories supérieures font partie des « critiques » c'est-à-dire de ceux qui sont prêts à réduire la dimension démocratique du régime autant pour obtenir de meilleurs revenus que pour bénéficier d'une plus grande justice sociale. La distribution des « égalitaires » et surtout des « individualistes » est bien plus homogène autour de la moyenne dans les trois catégories sociales, celle des « individualistes » restant toujours à un faible étiage. En revanche, c'est bien dans les catégories supérieures que l'on trouve la proportion la plus forte (44%) de « démocrates ».
On peut compléter cette lecture d'ensemble par une lecture plus fine en termes de diplômes et de professions. Si la distribution des diplômes montre, sans surprise, une symétrie inverse entre les « critiques » (34% de ces enquêtés ne

1.
Pour la définition des catégories socioprofessionnelles, voir l'annexe.

dépassent pas le niveau CAP/BEP et 19% ont un niveau de diplôme supérieur à Bac+2) et les « démocrates » (18% ont au mieux un CAP/BEP alors que 37% ont un niveau supérieur à Bac+2), on remarque néanmoins que les enquêtés ayant au moins un diplôme de niveau Bac+2 sont 27% à faire partie des « égalitaires » tout comme 32% de ceux qui n'ont au plus qu'un diplôme de niveau BEPC.

Graphique 1 : **La répartition des démocrates et des autres groupes par catégorie socioprofessionnelle (%)**



Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vagues 12 et 12bis, mai 2021

Lecture : 34% des membres des catégories populaires appartiennent au groupe des « critiques » alors que 30% appartiennent au groupe des « égalitaires ».

Peut-on lire ces résultats comme la transcription d'une opposition entre le « peuple » et les « oligarchies » ? C'est ici qu'apparaît sans doute la faiblesse d'une explication par le « populisme » qui est devenue une formule ambiguë[2] chargée d'exprimer un mécontentement largement partagé concernant l'équité et la justice du système sociopolitique. En effet, l'enquête montre que 37% seulement des enquêtés estiment en moyenne que la société française est juste. Cette proportion est de 41% chez les « démocrates » tout comme chez les « individualistes » contre 38% chez les « critiques » et 33% chez les « égalitaires ». Les variations sont donc très faibles.

Il n'existe pas de fracture franche entre les catégories populaires, qui seraient éprises d'égalité et des catégories supérieures, qui seraient obsédées par la réussite personnelle, puisque même dans les catégories supérieures on trouve encore 41% d'enquêtés qui acceptent l'idée de réduire la démocratie au profit de l'égalité, qu'ils soient « critiques » ou « égalitaires ». Il n'existe pas non plus de rupture nette autour des institutions de la démocratie libérale, dont le rejet constitue le marqueur habituel du populisme. En effet, si on crée un indice de libéralisme politique s'appuyant sur trois variables[3] et qu'on le dichotomise en un niveau élevé et un niveau faible, on voit que les « critiques » sont au niveau élevé à 77%, les « égalitaires » à 84%, les « individualistes » à 81% et les « démocrates » à 83% (la moyenne de l'échantillon est de 79%). On est donc loin d'un rejet des institutions de la démocratie représentative. De la même façon, la confiance dans les institutions politiques[4] ne varie pas d'un groupe à

2.
Sur le populisme voir la synthèse récente de : Pascal Perrineau, *Le populisme*, Paris, PUF, Que Sais-Je ?, 2021.

3.
Sur la base des réponses positives aux questions : « c'est utile de voter car c'est par les élections que l'on peut faire évoluer les choses ; « il faut avoir un système politique démocratique avec un parlement élu qui contrôle le gouvernement » ; « avez-vous confiance dans la justice ? ».

4.
Indice constitué par le fait d'avoir confiance dans le conseil municipal, le conseil départemental, le conseil régional, l'Assemblée nationale, le Sénat, le gouvernement et la présidence de la République.

l'autre. La proportion de ceux qui ont une confiance forte dans ces institutions reste étonnamment stable autour de 44%, ce qui correspond au chiffre moyen de l'ensemble de l'échantillon.
La dimension institutionnelle ne semble donc pas centrale ou, du moins, elle reste insuffisante dans l'explication du malaise démocratique. On peut faire l'hypothèse que c'est bien la demande d'efficacité de l'action publique qui structure ces divers groupes face à ce qui leur paraît être une trop grande inertie du modèle social français. On a demandé aux enquêtés s'ils sont d'accord avec la proposition : « en démocratie rien n'avance, il vaudrait mieux moins de démocratie mais plus d'efficacité ». Au total, 42% des enquêtés répondent positivement (11% sont tout à fait d'accord, 31% plutôt d'accord). La distribution de cette réponse positive distingue effectivement fortement les « démocrates » qui ne répondent ainsi qu'à hauteur de 21%, des « égalitaires » (44%), des « individualistes » (60%) et des « critiques » (63%).

Tout ne se réduit pas à la lutte des classes

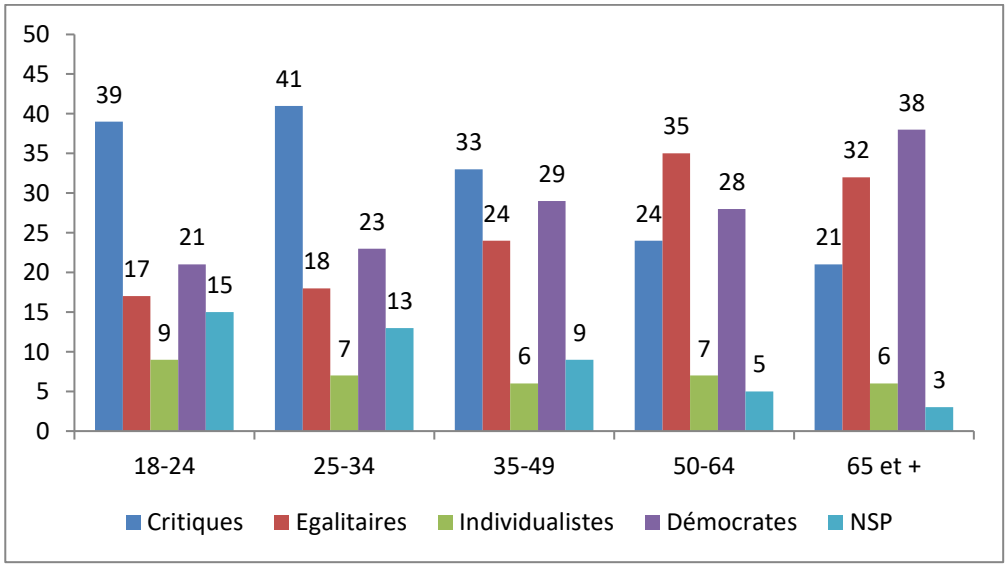
La critique ou la dévalorisation de la démocratie touche toutes les catégories et les groupes professionnels ne se distribuent donc pas selon une logique de classe qui opposerait systématiquement les plus modestes aux plus fortunés ou les moins qualifiés aux plus qualifiés, du moins si l'on s'en tient au critère du diplôme. Par exemple, on trouve 34% de « critiques » chez les ouvriers qualifiés ou 37% chez les petits indépendants, pour l'essentiel des artisans et commerçants, mais on en trouve également 33% chez les cadres du public. Les réponses « égalitaires » qui devraient signaler une situation économique difficile ou précaire se retrouvent dans la proportion de 27% chez les ouvriers spécialisés mais aussi de 29% dans les professions intermédiaires du secteur public, qui sont loin d'avoir le même niveau de vie. Les réponses « individualistes » qui devraient caractériser les positions professionnelles supérieures où se trouveraient, selon l'imagerie convenue, de jeunes diplômés aux dents longues, constituent sans doute 10% des cadres du privé mais 14% des ouvriers spécialisés. Quant aux réponses « démocrates » qui devraient être données par presque tous les gardiens des institutions, on n'en trouve que 38% chez les cadres du public et 40% chez les seuls enseignants, alors que cette proportion est de 31% chez les grands indépendants qui regroupent les patrons et les membres des professions libérales.
Cette absence de logique purement économique se révèle encore dans le fait que les diverses catégories d'enquêtés ne suivent pas la distribution du niveau de patrimoine, qui reste l'indicateur généralement le plus clivant en termes sociopolitiques. On peut ainsi constituer un indice de patrimoine sur la base de la propriété de six catégories de biens, allant de la résidence principale à des portefeuilles de valeurs mobilières. Si l'on divise cet indice en quartiles, on voit que la proportion d'enquêtés « critiques » passe de 29% dans le premier quartile à 25% dans le dernier alors que celle des « démocrates » passe de 26% à 37%, ce qui est logique mais n'indique pas de rupture particulièrement nette. On a également créé un indice de revenu par foyer calculé en unités de compte selon les normes de l'INSEE[5], puis divisé également en quartiles, et qui s'avère plus discriminant. La proportion d'enquêtés « critiques » passe de 35% dans le premier quartile à 21% dans le dernier et celle des « démocrates » de 24% à 48%. La défense de la démocratie reste plutôt ancrée dans le dernier quartile de patrimoine ou de revenu, spécifiant un groupe plus fortuné mais dont l'attachement à la démocratie reste néanmoins relatif. En revanche, ni le niveau de patrimoine ni celui du revenu ne permettent de spécifier une distribution

5.
Qui prend en considération le nombre total de personnes résidant dans le foyer en modulant à la baisse la part prise par les enfants de moins de 14 ans.

particulière du groupe des « égalitaires » ou des « individualistes ». Par ailleurs, les variables purement économiques produisent des résultats différents par leur combinaison avec d'autres variables socioprofessionnelles comme le diplôme. C'est ainsi qu'au sein du dernier quartile de revenu par foyer la proportion de « démocrates » passe de 18% pour ceux qui ont au plus le BEPC à 44% pour ceux qui ont le niveau CAP-BEP puis à 59% pour ceux qui ont au moins le niveau Bac+2.

La défense intransigeante du régime démocratique dépend aussi fortement de la classe d'âge. De fait, les plus jeunes, en-dessous de 34 ans, font partie à 40% environ des « critiques », une proportion qui diminue ensuite sensiblement avec l'âge pour atteindre les 20% chez les 65 ans et plus. Inversement, et par effet de symétrie, la part des « démocrates » augmente surtout chez les 65 ans et plus, et notamment chez les retraités des catégories supérieures où elle atteint 54% contre 29% des retraités modestes. La part des « égalitaires » augmente à partir de la tranche d'âge des 35-49 ans alors que celle des individualistes ne varie guère sauf chez les jeunes de 18 à 24 ans où elle atteint les 9%. On remarque également que la proportion de ceux qui ne savent pas quoi répondre reste assez élevée en-dessous des 34 ans, ce qui peut paraître assez surprenant puisqu'il s'agit de prendre position sur la préservation de la démocratie.

Graphique 2 : **La répartition des démocrates et des autres groupes par tranche d'âge (%)**



Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vagues 12 et 12bis, mai 2021

Une fracture entre les autoritaires et les autres

Ce brouillage des frontières entre les groupes et la multi-dimensionnalité des réponses conduisent à s'interroger sur les valeurs qui sous-tendent les réponses données par les enquêtés. Pour ce faire, on a construit plusieurs indices qui reposent tous sur les réponses à trois questions, qui constituent bien des échelles statistiques mesurant des dimensions homogènes, et qui vont donc tous de 0 à 3 en fonction du nombre de réponses positives. On dispose ainsi d'un indice de libéralisme économique[6], d'un indice de libéralisme culturel[7], d'un indice de populisme[8], d'un indice d'autoritarisme[9] et d'un indice de

6.
Sur la base des propositions : il faudrait réduire le nombre de fonctionnaires ; les chômeurs pourraient trouver du travail s'ils le voulaient vraiment ; pour faire face aux difficultés économiques, il faut que l'État fasse confiance aux entreprises.

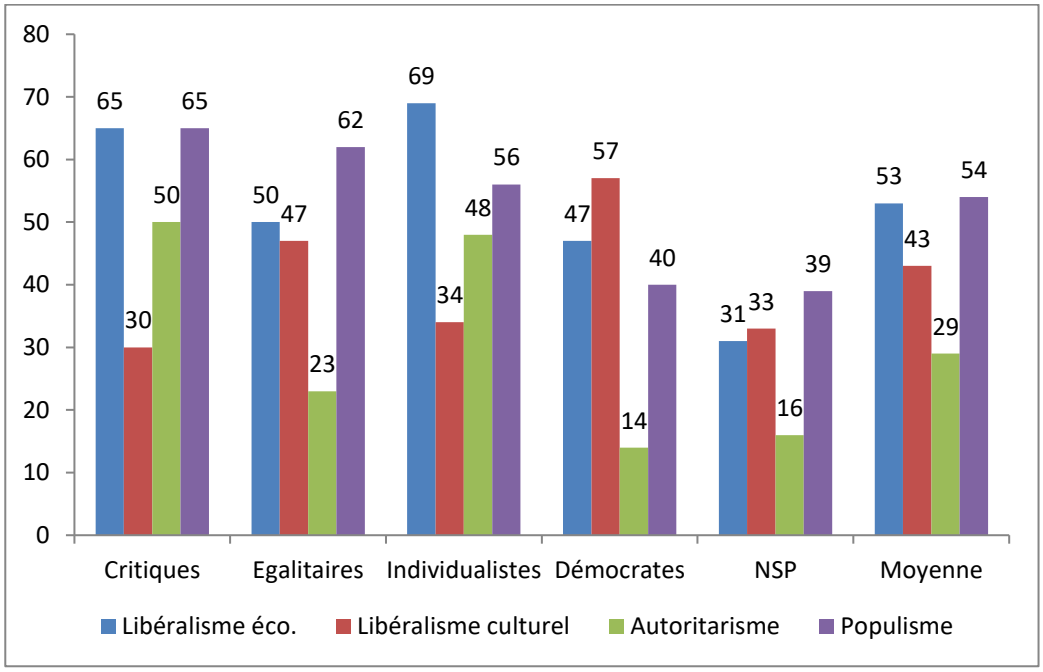
7.
Sur la base des propositions : il faudrait rétablir la peine de mort ; la procréation médicalement assistée (PMA) est une bonne chose pour les femmes seules ou homosexuelles ; il y a trop d'immigrés en France.

8.
Sur la base des propositions : en règle générale, les élu(e)s et les dirigeant(e)s politiques français sont plutôt corrompu(e)s ; c'est le peuple, et pas les responsables politiques, qui devrait prendre les décisions politiques les plus importantes ; je préfèrerais être représenté(e) par un citoyen ordinaire plutôt que par un politicien professionnel.

9.
Sur la base des propositions : un bon système politique est celui qui a à sa tête un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement ou des élections ; où ce sont des experts et non un gouvernement qui décident de ce qui leur semble le meilleur pour le pays ; où l'armée dirige le pays.

confiance interpersonnelle[10]. Pour la clarté du propos, on a dichotomisé tous ces indices entre un niveau bas (soit 0 ou 1 réponses positives) et un niveau élevé (soit 2 ou 3 réponses positives).
La comparaison entre les divers groupes d'enquêtés montre que le niveau de confiance interpersonnelle ne change guère et reste autour de la moyenne (55% des enquêtés sont à niveau élevé). Des différences apparaissent en revanche sur les autres indices. Les « critiques » et les « individualistes » sont bien plus libéraux sur le plan économique, bien moins libéraux sur le plan culturel, bien plus enclins à se retrouver en haut de l'indice d'autoritarisme. Le profil d'ensemble des « critiques » et des « individualistes » est d'ailleurs très similaire car ils se rapprochent dans le creuset d'un libéralisme autoritaire[11]. Seuls les « critiques » sont plus nettement populistes, avec les « égalitaires », que les autres enquêtés. Les « égalitaires », en revanche, sont à la fois plus libéraux sur le plan culturel, et donc plus éloignés des réponses autoritaires, et moins libéraux sur le plan économique. Ceux qui ne savent pas quoi répondre, et qui se retrouvent surtout dans des catégories modestes ou chez les inactifs, sont peu libéraux sur le plan économique ou culturel, peu autoritaires et peu populistes. Les « démocrates », quant à eux, se distinguent par leur fort libéralisme culturel, leur faible autoritarisme et populisme et par un niveau de libéralisme économique un peu inférieur à la moyenne.

Graphique 3 : **Les valeurs des démocrates et des autres groupes (%)**



Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vagues 12 et 12bis, mai 2021
Lecture : les enquêtés faisant partie du groupe des « critiques » sont 65% à partager un niveau élevé de libéralisme économique et 30% un niveau élevé de libéralisme culturel. Les proportions indiquées ici sont celles du niveau élevé de chaque indice.

10.
Sur la base du niveau de confiance accordé aux voisins ; aux gens rencontrés pour la première fois ; aux gens d'une autre nationalité en général.

11.
Luc Rouban, L'emprise du libéralisme autoritaire en France, Note de recherche, Baromètre de la confiance politique, vague 11, mars 2020, https://www.sciencespo.fr/cevipof/sites/sciencespo.fr.cevipof/files/Note1_Luc_ROUBAN_BaroV11-2.pdf

Quel est le positionnement politique de ces divers groupes ? La proximité partisane montre que les « critiques » s'estiment proches ou le moins éloignés de partis de droite[12] à hauteur de 30%, de partis de gauche[13] à 23% et de partis du centre[14] à 11% alors que les « égalitaires » sont plus partagés entre partis de gauche (28%) et partis de droite (24%) mais un petit plus proches des partis du centre (13%). Les « individualistes » sont bien plus attirés par les partis de droite (37%) et du centre (17%) que par les partis de gauche (15%) et les « démocrates » sont en proportion les plus nombreux à se sentir proches de partis de gauche (29%) et du centre (21%) et les moins nombreux à se sentir proches de partis de droite (17%). Quel que soit leur groupe d'appartenance, les enquêtés estiment n'être proche d'aucun parti politique aux alentours de 35% sans que l'on puisse noter de variations significatives. En d'autre termes, les « démocrates » se situent plutôt à gauche et au centre gauche, les « individualistes » à droite et au centre droite, alors que les « égalitaires » et les « critiques » se répartissent à peu près autant à droite qu'à gauche mais au détriment du centre. On observe également qu'il n'existe pas au sein de chaque univers politique des déséquilibres qui privilégieraient un parti politique particulier plutôt qu'un autre.

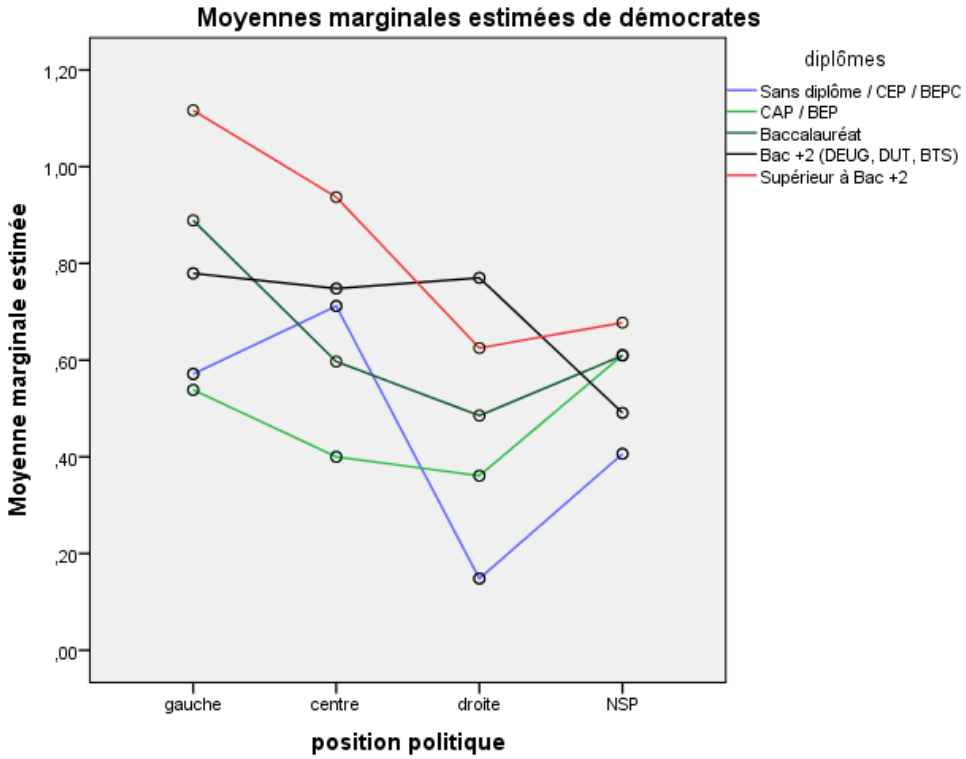
Une analyse de classement ascendant hiérarchique montre que cette dimension politique est loin d'être périphérique ou secondaire dans l'organisation des représentations. Elle arrive même en tête des variables dépendantes pour expliquer la proportion de chacune des catégories d'enquêtés et cela bien avant le niveau de revenu, de patrimoine, la tranche d'âge ou le niveau de diplôme. On est donc loin d'un dépassement du clivage gauche-droite. Ce sont les jeunes se positionnant à droite sur l'échelle droite-gauche qui sont les plus « critiques » (64%) alors que ce sont les plus aisés se situant au centre qui sont les plus « démocrates » (64%). L'auto-positionnement sur l'axe gauche-droite a également des effets statistiques importants à niveau de diplôme égal. Comme le montre le graphique 4, le niveau de diplôme ne définit pas de matière mécanique l'attachement à la démocratie (mesuré ici en termes métriques), les variations introduites par l'orientation politique étant les plus importantes pour les enquêtés ne dépassant pas le niveau du BEPC comme pour ceux ayant un diplôme supérieur à Bac+2 et les moins importantes pour les enquêtés de niveau Bac+2.

12.
LR, DLF et le RN.

13.
LO, le NPA, le PCF, LFI, le PS et EELV.

14.
LREM, MoDem et UDI.

Graphique 4 : **Le niveau de défense de la démocratie par niveau de diplôme selon le positionnement sur l'axe gauche-droite**



Source : Luc Rouban, CEVIPOF, Baromètre de la confiance politique, vagues 12 et 12 bis, mai 2021.

L'une des questions qui se posent dans la perspective de l'élection présidentielle de 2022 est donc de savoir dans quelle mesure le débat autour du populisme et sa focalisation sur les moyens supplémentaires à donner à la démocratie ne recouvre pas, voire ne vient pas camoufler, un autre enjeu, qui reste bien plus structurant, et qui touche au fait que les inégalités économiques sont (souvent) considérées comme injustes et (souvent) sans relation avec une quelconque méritocratie. C'est bien la question de l'équité du système sociopolitique qui peut compromettre la défense du macronisme.

Cette distribution se retrouve en partie dans le choix électoral des divers groupes lors du premier tour de l'élection présidentielle de 2017 (en suffrages exprimés) mais en partie seulement car le vote n'est pas la traduction directe de choix axiologiques. C'est ainsi que les « démocrates » sont les plus nombreux en proportion à choisir Benoît Hamon (10%) ou Emmanuel Macron (26%) mais les moins nombreux à choisir Marine Le Pen (12%). En revanche, 24% d'entre eux choisissent François Fillon. Les « individualistes » sont les plus nombreux en proportion à préférer François Fillon (29%) mais aussi Marine Le Pen (31%) et ont voté moins que la moyenne pour Emmanuel Macron (21%). Ils sont également les moins nombreux, et de loin, à préférer Jean-Luc Mélenchon (4%). Ce dernier est le candidat préféré des « égalitaires » dont il a attiré 24% des suffrages. Mais les « égalitaires » ont également choisi Emmanuel Macron à concurrence de 26%. Quant aux « critiques », ils se répartissent presqu'autant entre Marine Le Pen (29%), Emmanuel Macron (22%), François Fillon (19%) et Jean-Luc Mélenchon (17%). Ces résultats illustrent le décalage entre l'offre et la demande politique que l'on enregistrait lors de l'élection présidentielle de

2017. La demande de changement réel, bien plus que de « dégagisme » pour le plaisir de voir de nouvelles têtes, s'investit dans de nombreux candidats dont l'offre permet de croire qu'elle sera satisfaite.

Quelle perspective pour l'élection présidentielle de 2022 ?

La question d'un changement en profondeur des règles du jeu social en France se pose pour tous les candidats et pas seulement pour les populistes de gauche ou de droite. En témoigne le fait que les *probabilités* élevées de vote[15] en faveur d'Emmanuel Macron au premier tour de l'élection présidentielle de 2022 se retrouvent aussi bien chez les « individualistes » (28%), que chez les « démocrates » (26%) ou les « critiques » (25%). Il en va de même pour Xavier Bertrand, un candidat que l'on pourrait qualifier « du système », puisque les plus hautes probabilités de vote à son profit se rencontrent chez les « critiques » (23%) et les « individualistes » (21%). À gauche, Jean-Luc Mélenchon obtient sans surprise des probabilités élevées de vote chez les « critiques » (20%) mais aussi chez les « individualistes » (14%) tout comme Yannick Jadot mais à un niveau inférieur (respectivement, 14% et 11%), alors qu'Anne Hidalgo attire surtout des votes potentiels du côté des « critiques » (15%) mais aussi des « démocrates » (13%). Quant à Marine Le Pen, elle fait le plein des probabilités de vote élevées aussi bien chez les « critiques » (39%) que chez les « individualistes » (36%) ou les « égalitaires » (24%). Ces probabilités sont moins élevées chez les « démocrates », sans être pour autant négligeables (16%), où elle arrive en second position derrière Emmanuel Macron.

Il reste que la défense intransigeante du régime démocratique est minoritaire. Bien plus, les résultats de l'enquête montrent que l'idée d'une amélioration de la condition socio-économique par la démocratie ne parle plus qu'aux enquêtés plutôt âgés, relativement fortunés, diplômés, de gauche ou du centre. On est donc passé avec la crise sanitaire au monde d'après puisqu'il ne s'agit plus de dénoncer l'impuissance de l'État mais bien l'impuissance de la démocratie.

15.
Il ne s'agit pas d'intentions de vote mais du fait de déclarer une probabilité forte de voter pour le candidat. Cette probabilité est établie sur le fait de donner une note entre 7 et 10 sur une échelle de probabilité de vote allant de 0 à 10.

Annexe

La définition des catégories socioprofessionnelles
Celles-ci sont définies de la manière suivante : les catégories populaires comprennent les artisans, les commerçants, les employés, les policiers et militaires, les employés administratifs d'entreprise, les employés de commerce, le personnel des services directs aux particuliers, les ouvriers qualifiés, les chauffeurs, les ouvriers non qualifiés, spécialisés, les ouvriers agricoles, les anciens employés, les anciens ouvriers, les chômeurs n'ayant jamais travaillé. Les catégories moyennes comprennent : les professeurs professions scientifiques, les contremaîtres, les agents de maîtrise, les employés civils et agents de service de la fonction publique, les personnes au foyer, les agriculteurs exploitants, les professions de l'information, des arts et des spectacles, les instituteurs et assimilés, l'encadrement de la santé et du travail social, le clergé et religieux, l'encadrement administratif de la fonction publique, l'encadrement administratif et commercial des entreprises, les techniciens. Les catégories supérieures comprennent : les chefs d'entreprise de 10 salariés et plus, les professions libérales, les cadres de la fonction publique, les cadres administratifs et commerciaux d'entreprise, les ingénieurs et cadres

techniques d'entreprise. Les étudiants ont été écartés de la classification. Les retraités ont été distribués dans les catégories en fonction de leur emploi antérieur.

Édition : Florent Parmentier **Mise en forme :** Marilyn Augé

Pour citer cette note : ROUBAN (Luc) « La démocratie est-elle devenue une valeur de vieille bourgeoisie ? », *Note Le Baromètre de la confiance politique, Sciences Po CEVIPOF*, vague 12bis, juin 2021, 10 p.

© CEVIPOF, 2021 Luc Rouban